

## Burundi : baisse dans les travaux publics suite à la modicité financière

@rib News, 16/01/2017 &ndash; Source Xinhua La baisse des réalisations enregistrée au ministère burundais des Transports, des Travaux Publics et de l'Équipement (TTPE) en 2016 est consécutive à la modicité des moyens financiers, a reconnu lundi à Bujumbura Jean-Bosco Ntwenzwenimana, ministre burundais en charge de ce secteur économique dans un pays enclavé comme le Burundi. Avec une superficie de 27.834 km<sup>2</sup> et directement frontalier de la RD-Congo à l'est, la Tanzanie au sud-est et le Rwanda au nord, le Burundi n'a pas accès à la mer.

"Au cœlig;ur de la chute des réalisations l'année passée, se trouve, entre autres, un état de fait d'une restriction budgétaire et du décaissement non pourvu en temps voulu", a précisé le ministre des TTPE en présentant le bilan 2016 de son portefeuille ministériel. En dépit de ces contraintes conjoncturelles, a-t-il annoncé, quelques "grands" travaux ont, en revanche, été réalisés au cours de l'année dernière en recourant au budget étatique disponible et à l'appui de certains partenaires techniques et financiers (PTF). Sur ce, il a cité notamment la poursuite de la construction et de la réhabilitation des immeubles de l'Etat afin de réduire les "immenses" montants alloués à la location des bâtiments appartenant à des privés. "En effet, en regardant de près les gros montants décaissés pour payer les loyers des immeubles appartenant à des privés et abritant des services étatiques, le constat amer au niveau du gouvernement burundais, est que pour l'unique année 2016, le trésor public a dû décaisser, pour la location des bureaux des particuliers, près de 5, 35 milliards FBU", a fait remarquer le ministre Ntunzwenimana. Pour remédier à cette situation, le gouvernement burundais a accéléré en 2016 le programme de construction de ses propres locaux pour abriter les services étatiques, a-t-il signalé en citant notamment à titre illustratif, la poursuite des travaux de construction du palais présidentiel au nord de la Mairie de Bujumbura grâce à l'appui technico-financier du gouvernement chinois. La poursuite de la réhabilitation et l'équipement des résidences des gouverneurs de provinces en recourant au budget national, s'inscrit également "d'autonomisation" de l'Etat burundais en ce concerne les bâtiments publics, a-t-il ajouté. Au cours de l'an passé, le gouvernement burundais "a enregistré une visibilité" dans la mise en place de nouvelles infrastructures routières, a-t-il affirmé. Sur ce palmarès, avec l'appui financier de la Banque Africaine de Développement, le gouvernement du président Pierre Nkurunziza a pu aménager et bitumer trois nouvelles "routes nationales" (RN). Concernant les pas franchis par le transport intérieur en 2016 particulièrement à travers l'Office des Transports en Commun (OTRACO), le ministre Ntwenzwenimana a indiqué que 80% du territoire national a pu être couvert par cette entreprise parapublique. Au sujet du transport aérien, la compagnie aérienne "Air Burundi", a accéléré, en 2016, le processus de certification internationale pour que ses aéronefs jouissent des prérogatives pour reprendre des vols de recherche de certification. Pour désenclaver son transport aérien, le ministre des TTE a révélé que l'année passée aura été marquée par la signature des accords aériens de partenariat entre le Burundi et deux pays, à savoir le Singapour et la République Démocratique du Congo (RDC). Le transport aérien a été davantage figolé en 2016 au Burundi, a fait remarquer également le ministre Ntunzwenimana, en citant notamment la mise en place et l'équipement d'un centre de coordination des opérations de recherche et de sauvetage ainsi que la finalisation du plan de lutte contre le péril animalier. Au niveau du chapitre maritime, le ministre des TTE a révélé la finalisation d'une étude de développement du corridor du lac Tanganyika pour le transit des marchandises entrant au Burundi à partir du port de Rumonge (sud). Le Lac Tanganyika relie le Burundi à République Démocratique du Congo, à l'Ouest de la Tanzanie, à la Zambie. En 2017, a-t-il annoncé enfin, le gouvernement burundais poursuivra la mobilisation des fonds pour la construction des immeubles de bureaux, la réhabilitation et l'extension du port et de l'Aéroport de Bujumbura, les travaux de construction du palais présidentiel, les travaux d'aménagement et de bitumage des routes programmées ainsi que les travaux d'entretien et de réhabilitation des infrastructures routières.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});